NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

75 Nº 2 1953

L'année sociale au diocèse de Tournai

D. JOOS

p. 161 - 181

https://www.nrt.be/es/articulos/l-annee-sociale-au-diocese-de-tournai-2491

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

L'année sociale au diocèse de Tournai

UNE EXPERIENCE DE PASTORALE

Le Hainaut [1].

On identifie souvent Hainaut et Pays Noir : et, de fait, c'est l'impression du voyageur en chemin de fer qui, venant de Namur, pénètre chez nous à Aiseau et poursuit sa course dans la direction de Tournai. De longues cheminées crachant une fumée sombre, des terrils dont la masse écrasante barre l'horizon et d'immenses bâtisses, souvent noircies de charbon, font une double haie le long des rails. Le rougeoiment rapide ou l'éclat subit des convertisseurs, des hauts-fourneaux ou des fours à coke, surtout dans le soir qui tombe, laissent l'image de ces feux clignoteurs aux carrefours des rues longues, sales et encombrées... l'image en grand de ce qu'on peut voir en plus petit dans les corons qui s'étalent de chaque côté de la voie ferrée.

Les clairs matins ne corrigent pas toujours cette première impression : les légères brumes qui s'élèvent sur une Sambre opaque ou une Haine polluée vous ont des airs de vapeur qui monte d'une lessive douteuse.

Et les villes et villages défilent ; à leurs abords châtoient, pimpantes comme des constructions en bois peint, les maisons neuves des cités ouvrières : ce n'est pas pour longtemps ; elles rejoignent vite dans la grisaille toutes leurs sœurs empoussiérées : ce paquet de bâtiments noirs, ce coron affrontant brusquement un pignon lépreux aux portières de la voiture qui semble rouler plus vite, cette cour qui expose impudemment du pauvre linge qui « blanchit », si l'on peut dire, ou ce jardin étroit où s'alignent quelques poireaux d'hiver.

Est-ce là la figure du Hainaut ?

Non bien sûr : tout au plus serait-ce l'idée que s'en ferait l'homme « qui voit tout en noir », s'il avait traversé notre province d'est en ouest, de Farciennes à Harchies en passant par Charleroi, La Louvière et Mons. Il aurait parcouru 90 kilomètres, l'axe d'une bande de territoire de 10 à 15 kilomètres de large, couverte de houillères et d'usines de tous genres.

Il n'aurait vu qu'un quart du territoire total, et encore un petit quart..., tout le reste n'est que terres cultivées, prairies, bois et forêts... de telle sorte que, si l'on devait le qualifier en raison de sa

1. Le Hainaut est un province belge de 1.240.000 habitants environ. Sa superficie est de 3.700 km² ; la ville de Mons en est le chef-lieu ; le diocèse correspond à la province : le siège épiscopal est à Tournai.

superficie occupée par le cultivateur, il faudrait conclure que le Hainaut est agricole; mais si, d'autre part, on considère sa population, sa fière et généreuse population ouvrière surtout, notre voyageur, parcourant le couloir Sambre et Haine, aurait eu à ses côtés, presque à portée de vue, les trois quarts de la population hennuyère, et il aurait conclu : si le Hainaut c'est tous ces gens que j'ai vus dans les cours d'usines, dans les rues, devant les maisons, dans le train à mes côtés, le Hainaut est vraiment le pays noir, le pays du charbon et de l'industrie.

Que dirait-il, s'il apprenait que tous les jours, de tous les villages verdoyants des régions de Chimay, de Beaumont, de Thuin, d'Ath, du Tournaisis, une armée de travailleurs se lève qui rejoint les centres vitaux du pays ou de la province?

Quelques petits villages épars accusent un pourcentage de travailleurs manuels et petits employés, inférieur au quart de la population active : tant d'autres vont jusqu'à 30 et 40 %, voire 50 et 60 % d'hommes et de femmes qui, certains dans le village ou dans les communes voisines, d'autres dans de lointaines régions industrielles, — et leur nombre est considérable, — s'en vont de chez eux et s'imposent des déplacements entraînant jusqu'à 16 heures d'absence du foyer.

Dans ce fourmillement d'un peuple de plus de 1.200.000 habitants, les ouvriers sont les plus nombreux : multipliés de plus en plus à la campagne, ils forment dans la région industrielle plus des 3/4 de la population.

Et plus de la moitié d'entre eux attire déjà notre attention : ceux qui, sur le plan professionnel, sont des manœuvres et qui, dans la vie, seront les prolétaires : ceux qui habitent l'un sur l'autre, partageant en commun leurs loisirs, leurs déplacements, leurs repas, et aussi toute leur vie de cœur et d'esprit et, à certaines heures, leurs rancœurs, leurs révoltes : c'est eux que nous voyons à l'avant-plan, leurs femmes, leurs enfants, un, deux parfois, et ils sont des centaines de milliers, plus de 300.000 âmes auxquelles pensait sans doute Son Excellence Monseigneur Himmer quand il conçut le projet d'une année sociale, et qu'intérieurement il formait en lui cette pensée des « réalités humaines extrêmement douloureuses » à faire découvrir et redécouvrir par tous ses diocésains.

Moins nombreux, moins remarqués peut-être parce que plus épars, tout un monde d'employés, d'artisans et d'agriculteurs attendent qu'on prenne conscience de leurs besoins et qu'on porte remède aux déséquilibres sociaux dont ils souffrent.

Le monde des dirigeants et des professions libérales n'est-il pas atteint, lui aussi, par certains maux sociaux? Et de toute façon n'est-il pas aux prises avec les problèmes sociaux dont la solution ou même la complication peut avoir de graves conséquences?

D'aucune façon, en tout cas, ils ne pouvaient rester isolés. Ils devaient être alertés sur le problème social.

L'année sociale.

Monseigneur Himmer venait du diocèse de Namur, où une Année Sociale avait été décrétée en 1949; dès le début de son épiscopat il songea à faire la même expérience à Tournai. Il fut d'ailleurs sollicité dans ce sens par quelques-uns de ses nouveaux diocésains qui espéraient voir cette expérience renouvelée chez nous.

C'est au début de 1951 que l'idée prit corps. Monsieur le Chanoine Dermine, de regrettée mémoire, sur son lit de souffrance préparait les premières entrevues et, le 29 mars, Monseigneur l'Evêque réunissait ses Vicaires Généraux, plusieurs Doyens et Directeurs d'Œuvres ainsi que des Prêtres ayant des responsabilités dans l'enseignement : il leur faisait part de sa volonté de proclamer l'année 1952, Année Sociale du diocèse. Au cours de cette réunion les buts de cette année furent précisés et les lignes générales largement indiquées. Monseigneur l'Evêque devait former un comité diocésain chargé de penser et d'organiser l'année sociale dans ses grandes lignes : ce comité restreint, présidé par Son Excellence et où entraient trois laïcs compétents dans les questions sociales et de milieux sociaux divers, devait se réunir pour la première fois à l'évêché le 24 avril 1951; il s'y retrouvera désormais tous les mois environ jusqu'en novembre 1952.

Pourquoi l'année sociale?

Au liminaire du premier guide de l'année sociale Monseigneur l'Evêque devait ainsi définir ses objectifs :

« C'est pour nous acquitter d'un devoir urgent de notre charge que nous avons décidé la mobilisation de toutes les forces vives de notre diocèse en vue de l'année sociale.

» Mais pour nous faire mieux comprendre, il nous faut d'abord préciser ses objectifs.

» *Premièrement* on s'efforcera de concentrer l'attention des prêtres et des membres des paroisses et des œuvres sur les problèmes sociaux actuels et d'alerter à leur sujet la masse des chrétiens.

» *Ensuite on fera connaître,* au moins dans les grandes lignes, les réponses à ces problèmes, telles qu'elles sont proposées par l'Eglise dans les encycliques et autres messages pontificaux. Il est temps de donner une suite effective à l'appel angoissé et plusieurs fois renouvelé de Pie XII, suppliant les croyants d'approfondir eux-mêmes et de diffuser autour d'eux la doctrine sociale de l'Eglise. Tout sera mis en œuvre dans ce but : cercles d'études, prédications, conférences, affiches, brochures, articles de presse, émissions radiophoniques, etc.

» Mais répandre le *message* libérateur ne suffit pas : il faut *provoquer sa réalisation* dans la vie quotidienne des personnes et des groupes. Il faut obtenir de nos chrétiens qu'ils obéissent à toutes les exigences de la justice sociale, mettent sur pied des institutions qui la respectent et s'engagent dans les organisations et les mouvements qui sont capables de la promouvoir.

» Cette brève énumération du triple objectif de l'année sociale suffit à témoigner de son urgence. »

Prise de conscience des réalités sociales douloureuses; docilité et ferveur à s'assimiler la doctrine sociale de l'Eglise; résolution enfin et volonté ferme de réaliser, chacun pour sa part, le progrès de l'ordre social. Tel était le triple but que tous les prêtres et tous les fidèles s'entendaient assigner par leur pasteur; tel était le triple but qui allait commander l'ébranlement de tout un appareil dont il nous faudra bientôt parler.

L'esprit de l'année sociale.

Mais auparavant qu'il nous soit permis de consigner ici brièvement l'esprit qui, dès le début, anime Son Excellence Monseigneur l'Evêque et ceux qui, sous sa direction, devaient assumer des responsabilités dans l'organisation de l'Année Sociale.

Il est d'autant plus nécessaire de le souligner, que des appréhensions, voire des préjugés défavorables, laissaient entendre qu'une Année Sociale serait sans doute à sens unique : déjà des mots comme celui « d'ouvriérisme » étaient prononcés.

On ne met pas en route une aussi vaste entreprise, réunissant un aussi grand nombre de collaborateurs préparés ou non préparés, sans s'exposer à voir dénaturer l'esprit et l'orientation primitive; ce fut la préoccupation constante des organisateurs de ramener sans cesse l'ouvrage en cours à ses origines et à son inspiration profonde. Cette Année Sociale a été voulue *surnaturelle* avant tout et non pas naturelle : elle devait partir de Dieu. « Un chrétien doit aimer tous les hommes dans l'amour même que le Christ leur porte », disait Monseigneur l'Evêque dès le début; et il ajoutait : « il ne faut pas nous le dissimuler : nos chrétiens ne mèneront à bonne fin la campagne proposée que s'ils vivent de la foi et de l'authentique charité ».

La prière fut d'ailleurs à la base de toute l'action menée : une prière, composée par Monseigneur l'Evêque lui-même, émouvante et profonde [2], devait être la respiration de toute l'année. Il faut l'avoir

2. Voici le texte de cette « prière pour l'année sociale » :

Dieu tout-puissant et éternel, nous adorons en vous le Père qui prend soin de tous les hommes et le Maître auquel appartiennent tous les biens.

Dans votre admirable Providence, vous avez doté la nature d'abondantes ressources, vous avez réservé à notre époque le bénéfice de prodigieuses découvertes et vous soutenez le rude et puissant effort de tous les travailleurs.

Vous qui désirez le bien-être de tous et la sauvegarde de leurs droits, aidez-nous à respecter vos divines intentions sur la dignité du travail et sur la répartition des richesses. Donnez-nous de participer, tous ensemble, à la construction d'un monde où la puissance de la machine et de l'argent reste au service de la personne humaine.

Répandez en nous votre lumière afin que nous reconnaissions, sans passion ni calcul, les droits sacrés et les aspirations légitimes de nos frères.

Allumez en nous la flamme de votre charité; faites que nous ressentions, comme si elles nous atteignaient nous-mêmes, les privations et les révoltes de ceux qui sont victimes de l'injustice et de la dureté des autres.

Apprenez-nous à nous connaître et à nous aimer tous, enfants d'un même Père,

entendu réciter par des militants ouvriers ou par des patrons chrétiens pour saisir l'âme de l'année sociale. Elle devait se dire le dimanche dans les paroisses, chaque jour dans les foyers fervents, dans les réunions d'action catholique et d'action sociale : elle devait donner le ton.

Des veillées mensuelles auraient lieu dans les paroisses, suivies par les plus fervents, au cours desquelles serait développé un thème sur les intentions fixées pour chaque mois. Les récollections et les retraites sacerdotales, religieuses et laïques, devaient inspirer l'activité et la pensée de l'année sociale.

A cet effet, Monseigneur l'Evêque avait réuni les Supérieurs Généraux de tous les ordres et congrégations masculines ayant des œuvres dans son diocèse et avait demandé leur collaboration spirituelle.

Monsieur le Vicaire Général Thomas et Monsieur le Visiteur des Communautés religieuses s'étaient spécialement chargés de faire appel au concours de la prière des religieuses.

Surnaturelle, l'année sociale se devait d'être avant tout *constructive* selon la charité et la justice; elle ne voulait être dirigée contre personne et n'avoir d'autre partialité que celle des misères sociales, où qu'elles soient : avec le plus grand soin et dès le début, il fut dit solennellement aux responsables d'organisations sociales qu'elle ne pouvait être revendicative; qu'elle ne serait pas une doublure des mouvements sociaux et économico-sociaux. Elle ne voulait être rien d'autre que l'âme chrétienne de tous nos mouvements.

Rien d'étonnant dès lors qu'elle requière d'abord et de tous une réforme personnelle nécessaire pour découvrir les besoins et les droits légitimes des autres, plutôt que la réforme des autres pour satisfaire les besoins et les droits personnels.

C'est l'amour de chacun jusqu'au sacrifice qui était demandé, et non pas la faim excitée des droits inassouvis.

L'appel émouvant de Son Excellence aux prêtres, aux religieux et aux religieuses dans sa lettre de nouvel an, où il demandait une vie donnée, sacrifiée et pauvre, purifiait encore, s'il était nécessaire, l'intention primordiale qui avait présidé à l'initiative diocésaine.

Le soutien tout paternel du Saint-Siège qui, après Charleroi, donnait une nouvelle fois son approbation et ses encouragements à Monseigneur l'Evêque, ne pouvait qu'accentuer dans le cœur des chrétiens l'esprit de croisade et non l'esprit de conquête temporelle [3].

---

ouvriers et patrons, agriculteurs et commerçants, fils d'une même patrie, membres d'une même Eglise.

Que Notre-Dame, Reine de Charité, nous rassemble tous dans l'inébranlable volonté de bâtir une cité où chaque groupe trouve sa juste place et où s'établira, pour les hommes de bonne volonté, la paix, fruit de la justice. Ainsi soit-il.

3. Citons deux extraits des messages pontificaux adressés à Monseigneur Himmer, au cours de l'année sociale.

A. Extrait de la lettre lue au rassemblement de Charleroi :

Que, dès lors, l'année sociale ait été « d'Eglise » au sens le plus pur du mot, c'était tout naturel. Toute l'activité, menée sur les plans diocésain et paroissial, devait être dégagée des particularismes de clans ou de classes : tous les paroissiens de milieux divers devaient se mêler dans les comités paroissiaux.

Et cette inspiration lui donnait la liberté : elle était dégagée de toute organisation humaine en vue de découvrir, avec le regard même de l'Eglise, toutes les injustices, les duretés, les inégalités du désordre social actuel.

Par ce retour aux sources, elle orientait les meilleurs et les plus sincères chrétiens vers une compréhension mutuelle de tous les désordres sociaux et elle leur faisait saisir à nouveau le sens et la valeur des engagements chrétiens dans le temporel, ainsi que l'urgente et grave nécessité de leurs mouvements sociaux et économico-sociaux.

Mais comme l'authentique charité va d'abord à la misère la plus criante et la plus douloureuse, *l'année sociale devait, pour être sincère, mettre au premier plan la question ouvrière.*

A Charleroi, au rassemblement de tout le diocèse, que tout le monde s'est plu à qualifier d'assemblée vraiment chrétienne, Monseigneur l'Evêque, après tant d'autres, élevait une nouvelle fois la voix : « la question sociale ne se limite pas à la question ouvrière; l'ordre social que nous voulons édifier doit mettre fin au déséquilibre dont souffrent, à des degrés divers, tous les groupes sociaux : masse ou-

---

« Votre Excellence a voulu que 1952 soit, à un titre particulier, dans le diocèse de Tournai, une « année sociale », c'est-à-dire une année d'observation, d'étude, de réalisation et de prière, tout orientée vers la solution chrétienne des problèmes sociaux de l'heure. Je suis heureux de vous assurer que cette initiative a trouvé le meilleur accueil auprès du Souverain Pontife, qui me charge de vous adresser Ses encouragements paternels, et forme les meilleurs vœux pour le succès de vos efforts. »

B. Lettre du 21 nov. 1952 de Mgr Montini à Mgr Himmer :

Excellence Révérendissime,

Je me fais un honneur d'accuser réception du rapport N° 8210/2356 du 1er novembre de cette année, auquel Votre Excellence Révérendissime s'empressait de joindre la brochure « Guide de la troisième période » et le « Mémorial de la réunion prosynodale de 1952 » ayant trait à l'« année sociale » qui se poursuit avec un esprit apostolique si élevé dans le diocèse de Tournai.

Ainsi que j'ai été amené à le dire plusieurs fois, je puis encore assurer à Votre Excellence du prix que cet Office attache à l'opportunité de pareille initiative et du soin avec lequel il a examiné ces derniers documents.

Il n'a pas manqué de relever les nobles efforts qu'une fervente charité chrétienne inspire et soutient chez les prêtres et chez les fidèles dans le but de réaliser pratiquement les lumineux enseignements de la doctrine sociale de l'Eglise.

Je dois ensuite signifier à Votre Excellence que le Saint-Père, auquel j'ai soumis avec empressement les documents transmis, s'est plu à renouveler ses vœux ardents et ses encouragements. Il a exprimé en outre la ferme confiance que l'œuvre entreprise sera fortifiée par la continuelle assistance de Dieu, et que, s'appuyant sur l'unanimité effective de tous ses adhérents, mus par la volonté de donner aux hommes un monde meilleur, elle sera couronnée de succès.

Avec ses souhaits.

G. B. Montini.

vrière, monde rural, classes moyennes et bourgeoisie. Mais si tous les aspects du problème doivent nous intéresser tous, l'aspect ouvrier, dans un diocèse comme le nôtre, doit être maintenu au premier plan ».

Les étapes à parcourir.

L'âme de l'année sociale devait mieux apparaître avec son développement au cours des mois qui allaient suivre, avec la mise en œuvre du plan général. Dès avant septembre 1951, il était décidé que, pour atteindre les objectifs visés, trois étapes principales seraient franchies ; des dates furent même assignées qui, par la suite, durent subir l'épreuve de la vie et être quelque peu modifiées.

Une première étape, qui devait aller de la mi-septembre au 23 décembre 1951, date de l'ouverture solennelle de l'année sociale, concernait le clergé et les militants chrétiens des paroisses : leur grosse préoccupation devait être la découverte des réalités sociales de la paroisse.

Une deuxième étape élargirait le champ d'action : partie du 23 décembre 1951, elle finirait par le rassemblement de Charleroi, le 13 juillet 1952 ; on y atteindrait un public chrétien plus large et le grand public : on voulait éveiller l'attention sur *le problème social* et sur *la doctrine sociale de l'Eglise* dans de larges couches de notre population.

Enfin une troisième étape serait celle des *réalisations* annoncées le 13 juillet ; la mise en branle s'achevait avec le dernier trimestre de l'année 1952 ; dans le courant du premier trimestre 1953, apparaîtront les premiers fruits qui s'annoncent déjà.

La mise en œuvre du plan.

Reprenons plus en détail la description du plan de travail dans son déroulement ; groupons-en les opérations sous trois chefs, correspondant aux objectifs de l'année sociale. Plus loin, nous percevrons plus à fond les rouages intimes ou, si l'on veut, la méthode de ces manœuvres générales.

1° *Découverte des réalités sociales.*

Un double champ d'action, ou un double chantier, fut ouvert : d'une part, celui des paroisses ; d'autre part, celui des institutions. *Dans les paroisses,* on devait, dès les mois de septembre-octobre 1951, mettre sur pied des comités paroissiaux. Presque partout, à l'initiative du pasteur, des militants chrétiens, appartenant aux œuvres ou non, représentant tous les milieux sociaux, se constituèrent en comités qui allaient devenir le nœud vital de toute l'année sociale au plan local. Des thèmes de réflexion et d'étude commune leur étaient proposés mais, surtout, une enquête générale était confiée à leurs soins ; répartie

en cinq questionnaires, elle voulait faire découvrir l'état social de la paroisse, l'évolution historique de l'état social dans le passé, la mentalité des groupes sociaux, les influences subies par ces groupes, enfin l'état des organisations sociales paroissiales. Cet inventaire de la réalité sociale et du capital social de chaque paroisse devait retenir l'attention et le zèle des comités durant de longs mois ; c'est seulement en juillet 1952 qu'un bilan provisoire a pu être déposé après lecture de la partie achevée de ces enquêtes.

Le travail d'enquête qui devait être accompli par les comités paroissiaux fut une œuvre de collaboration dans la plupart des cas. Les œuvres y aidèrent, qui avaient des possibilités de découvrir les réalités des secteurs où vivaient leurs militants et, en beaucoup d'endroits, le résultat fut remarquable malgré les difficultés inhérentes au genre : les hommes à trouver capables et dévoués et les nombreux obstacles à écarter en ce délicat domaine. Notons aussi que si l'on avait ouvertement déclaré que l'enquête n'avait aucune ambition scientifique, on souhaitait qu'elle soit objective, afin qu'elle éveille les consciences, — c'en était le but — sur des réalités et non sur des approximations ou des « préjugés ». Et pour beaucoup, elle amena une découverte.

Afin d'aider les paroisses de bonne volonté, pour stimuler leur zèle, aider l'imagination des chercheurs et guider leurs efforts, on suggéra de grouper les équipes paroissiales et leurs chefs en des rencontres décanales, voire régionales. On vit ainsi des réunions sacerdotales, et des réunions de prêtres et laïcs où l'on échangeait ses idées sur le but à atteindre et sur la méthode à suivre vraiment adaptée au milieu où l'on travaillait.

Les petites paroisses rurales posaient un problème de soutien et d'animation des bonnes volontés décidées à bouger : seule l'aide fraternelle du doyenné, de la région pouvait résoudre ce problème.

Dans certains secteurs, un militant prenait l'affaire en mains et visitait les paroisses.

Les enquêtes, une fois terminées, devaient être envoyées à l'Evêché ; un certain nombre de ces enquêtes étaient achevées au deuxième trimestre de 1952 : un peu plus d'un tiers des paroisses avaient remis un document intéressant. Nous rendrons compte plus loin des conclusions provisoires qu'on a pu en tirer sur la situation sociale du diocèse.

Remises à chaque paroisse, les enquêtes servent actuellement à prendre des résolutions pratiques dans l'élaboration d'un effort pastoral et apostolique dans le domaine social.

Elles seront à nouveau réunies pour les fêtes de Pâques 1953 et permettront sans doute de préciser et d'amplifier le premier bilan.

Parallèlement à ce *travail paroissial*, les *institutions* étaient invitées à un labeur de prospection sociale dans leurs domaines respectifs. Des réunions plénières du personnel de direction des maisons d'éducation,

des hôpitaux et dispensaires et des œuvres donnaient le branle et, par la suite, des questionnaires furent établis d'initiative diocésaine ou d'initiative des groupes qui donnèrent l'occasion à nos établissements d'éveiller la conscience de leurs gens sur les problèmes sociaux qui se posaient à eux.

Des enquêtes plus poussées dans les écoles primaires, dans les écoles techniques féminines, dans les hôpitaux et dispensaires, dans les homes spéciaux pour enfants, ne sont pas encore toutes dépouillées : le travail commencé dans ces secteurs devra se prolonger encore longtemps.

Un des fruits de toutes ces recherches a été de faire naître ou de faire grandir le goût de l'enquête parmi les prêtres et les laïcs du diocèse. Divers travaux de recherches sont en route qui ont trouvé leur inspiration dans les premiers résultats encourageants et stimulants des enquêtes d'année sociale.

2° Diffusion de la doctrine sociale de l'Eglise.

Pendant la période préparatoire à l'année sociale, durant les derniers mois de 1951, déjà sur le plan paroissial, les chrétiens militants s'efforçaient de mieux connaître la doctrine de l'Eglise qui devait éclairer, inspirer et stimuler leurs entreprises sociales. Au sein de chaque comité existant, un certain temps était consacré aux cercles d'études qui ouvriraient les esprits : le même travail était accompli également dans les sections vivantes d'action catholique et dans les œuvres éducatives. Les conférences ecclésiastiques étaient elles aussi orientées dans ce sens.

Tout cet effort était une préparation à la diffusion plus large des principes sociaux chrétiens; dès le début de l'année sociale, le 23 décembre 1951, en la collégiale Sainte-Waudru à Mons, autour de Son Excellence Monseigneur l'Evêque, les délégués de tous les comités paroissiaux, auxquels s'étaient joints les fidèles de la ville et des environs qui avaient pu trouver place dans l'édifice, prièrent en commun après un discours du Révérend Père Riquet, S. J., les éveillant à leurs devoirs.

Et, durant les premiers mois de l'année, commença, dans toutes les chaires du Hainaut, la prédication de la doctrine sociale de l'Eglise. Une brochure avait été soigneusement et longuement préparée : des théologiens et des praticiens y avaient réfléchi et apporté leur collaboration. Les prêtres, qui durent étudier les sermons proposés, se trouvaient devant une tâche requérant beaucoup de tact et de courage pour demeurer fidèles à la vérité et être en même temps charitables dans sa présentation : la brochure y aidait en donnant, au « sommaire » de chaque sermon, des indications doctrinales et pratiques.

Des sujets importants et difficiles comme ceux de la justice sociale,

de la charité sociale, de la propriété, de la dignité du travail, du juste salaire et du juste prix, ou de la collaboration du capital et du travail, furent traités devant les auditoires chrétiens durant dix-huit dimanches.

Mais on voulait sortir des églises; dans le but de s'affirmer sur la place publique et de donner ainsi à notre initiative valeur de manifestation, dans le but aussi de rendre accessible à tous l'audition des principes chrétiens, de grandes conférences furent annoncées et données dans les principales villes du Hainaut : Tournai, Ath, Mons, La Louvière et Charleroi. Du 3 mars au 4 avril, durant cinq semaines, cinq orateurs parcoururent tout le Hainaut : *Monseigneur Cardijn* parlant de la « Situation du monde et des devoirs de l'heure », Monsieur *G. Hoyois* de « La personne humaine », Monsieur *R. Vermeulen* de « La Grandeur du travail », le Révérend Père *Desqueyrat*, S. J., des « Devoirs de la propriété » et le Révérend Père *Charles*, S. J., de « L'idée communautaire ».

Les foules chrétiennes suivirent ces conférences avec empressement. Partout les organisateurs furent étonnés du nombre de participants. On ne peut cependant pas dire qu'on atteignit de cette manière beaucoup de personnes ne composant pas nos auditoires chrétiens habituels : quelques-uns seulement, isolés dans la foule compacte, nous permettent de penser que le deuxième but des conférences ne fut pas complètement un échec. Par contre, le côté « manifestation » fut parfaitement réussi et, s'il a pu impressionner les non-chrétiens, il n'a pas moins touché les chrétiens pratiquants qui en ont été encouragés d'autant, et ce n'est pas un petit résultat. La région de Thuin-Beaumont-Chimay, entraînée par le succès des autres, organisa même quelques rassemblements qui eurent plein succès.

Moins spectaculaire, un autre travail de diffusion s'opérait dans les écoles, collèges et instituts divers. Des initiatives très intéressantes sont nées un peu partout : utilisation des cours, amélioration ou inauguration de classes de formation sociale, d'action générale en vue de créer un climat, jeux et chœurs parlés à l'occasion de fête, conférences-témoignages.

En vue d'une formation plus approfondie et plus nécessaire aussi des religieuses enseignantes et hospitalières surtout, des considérations doctrinales et pratiques furent remises chaque mois à toutes les institutions de religieuses, soit quelques pages dactylographiées qui devaient servir à leur méditation et réflexion personnelles.

Sur le plan plus vaste des moyens de propagande, on ne négligeait pas d'atteindre le public par le moyen des journaux paroissiaux, de la radiodiffusion, du cinéma, du théâtre, voire par la grande presse qui annonçait les conférences ou soutenait par ses articles et ses comptes rendus les diverses activités de l'année sociale. Dans les églises et à la sortie des offices, des brochures, des livraisons en héliogravure illustrant les sermons furent mises en vente.

Et sur les murs, aux fenêtres, des affiches éveillaient l'attention des passants sur l'année sociale. Avec la manifestation de Charleroi, ces affiches devaient s'orner de slogans qui prolongeraient ou susciteraient l'éveil des principes chrétiens.

Charleroi.

L'idée d'éveiller les consciences et d'émouvoir l'opinion avait amené depuis longtemps le désir d'une grande manifestation qui serait pour les chrétiens et pour les autres un rappel très solennel, très vivant et très adapté des principes sociaux de l'Eglise ; au surplus, on souhaitait que cette journée, par son allant, par le nombre de ses participants, par son esprit, fût une journée sociale vécue à fond, une vie et par conséquent plus qu'un enseignement, un témoignage. Et comme on n'échauffe pas des énergies sans qu'elles n'aient tendance à éclater, les organisateurs du grand rassemblement de l'année sociale voulaient que le dynamisme de la journée s'achève par un engagement vers l'action. Ils y réussirent et au seuil des vacances, dépassant les prévisions premières, le 13 juillet, près de 40.000 personnes se rassemblaient à Charleroi, vivaient une messe communautaire le matin et, l'après-midi, au cours d'un jeu scénique, s'unissaient à leur Evêque en un dialogue émouvant dont tous les participants gardent le souvenir.

L'événement du 13 juillet est connu et la presse y a fait écho en son temps, assez, au moins, pour qu'il ne soit pas nécessaire de retracer tous les détails de la journée.

Qu'on nous permette simplement de rappeler le contenu du jeu scénique qui illustrait une idée de base : « le travail trouve son origine et sa fin dans la famille ». Cette idée était développée selon des thèmes imposés par les découvertes de l'enquête : les terribles et fondamentales questions qui se posent à la jeunesse au seuil de la profession ; le pénible problème du logement, le drame du chômage pour les autochtones et pour les étrangers sous la forme de l'émigration ; la situation des pensionnés et vieillards.

L'enseignement qui s'en dégageait était clair : la charité et la justice sociales nous imposent de porter remède à ces situations ! C'est dans une atmosphère d'anxiété à la fois et de réconfort, parce qu'ils venaient de vivre ensemble cette heure, que les chrétiens du rassemblement et leur Evêque — qui était autant leur voix que la sienne, la voix de leur conscience et la voix de l'Eglise, — entamèrent le redoutable dialogue qui décidait de leur engagement.

Mgr : Frères bien-aimés, êtes-vous décidés à bâtir ensemble un monde plus juste et plus fraternel ?

Foule : Oui.

Mgr : Dans ce but, reconnaissez-vous dans tous les hommes le visage même du Christ ?

Foule : Oui.
Mgr : Promettez-vous de vous aimer entre vous, de respecter les droits des autres, de comprendre leurs aspirations?
Foule : C'est promis.
Mgr : Promettez-vous aussi de répandre autour de vous, par la parole et par l'exemple, le message social de l'Evangile?
Foule : C'est promis.
Mgr : Etes-vous d'accord pour accepter les sacrifices qui doivent assurer une plus juste répartition des richesses?
Foule : D'accord.
Mgr : Etes-vous d'accord pour adhérer et collaborer aux organisations chargées de promouvoir la justice et le progrès social?
Foule : D'accord.
Mgr : Etes-vous prêts à entreprendre les réalisations immédiates qui, demain, vous seront proposées dans toutes les paroisses?
Foule : Nous le sommes.
Mgr : Voulez-vous unir vos forces pour supprimer les taudis?
Foule : Oui.
Mgr : Pour assurer le bien-être de tous les vieillards?
Foule : Oui.
Mgr : Pour adoucir le sort de tous les étrangers?
Foule : Oui.
Mgr : Pour rendre le travail et les déplacements plus humains?
Foule : Oui.
Mgr : Pour protéger l'apprentissage et l'entrée des jeunes à l'usine?
Foule : Oui.
Mgr : Pour favoriser la subsistance des familles nombreuses?
Foule : Oui.
Mgr : En vue de ces engagements, prenez-vous la résolution de puiser votre force dans la prière et dans l'Eucharistie?
Foule : Oui.

3° *Mise en œuvre des résolutions.*

Après de telles promesses, restait à « faire quelque chose ».

Personne de sérieux n'avait jamais pensé que l'effort de l'année sociale dispenserait d'efforts continués dans les années à venir : il fallait donc, avant tout, poser les fondements et assurer les plans pour le futur. Bien vite il apparut cependant nécessaire d'illustrer l'année sociale, avant sa fin, de quelques réalisations immédiates : psychologiquement, c'était un élan donné aux chrétiens, et apologétiquement c'était un démenti aux défis qui avaient été lancés aux chrétiens. La manifestation de Charleroi n'avait pu passer inaperçue. Toute l'opinion, même adverse, avait dû en entretenir ses lecteurs; cette dernière avait essayé de réduire l'effort chrétien à une manifestation et à des discours.

Aussi, profitant des jours où le ralentissement des activités provoqué par les congés payés et les vacances ne permettait pas une intense activité paroissiale, Messieurs les Doyens se réunirent pendant deux jours, en fin juillet, sous la présidence de Monseigneur l'Evêque. On y prépara le plan des activités d'automne.

Une série de problèmes soulevés par les enquêtes avait retenu l'attention; quelques-uns d'entre eux, et surtout la manière d'y répondre, furent traités par les doyens de régions diverses.

Les synodes de septembre dans chaque doyenné devaient reprendre l'étude de problèmes propres à la région.

Puis paraissait le 3e guide de l'année sociale, qui présentait 20 courtes études sur des problèmes sociaux correspondant aux problèmes évoqués au cours de l'année sociale; dans chacune de ces études, des indications sont fournies pour mieux comprendre les situations locales et des suggestions sont faites pour établir un plan de travail.

Chaque paroisse, mise devant ses devoirs, pouvait ainsi préparer des réalisations immédiates d'Année Sociale.

Dans chaque région, des spécialistes de problèmes plus difficiles étaient mis à la disposition des paroisses qui désiraient les résoudre, tel le problème des taudis ou celui des étrangers.

La méthode.

Au risque de certaines redites dans les exemples présentés, que le lecteur nous permette d'insérer ici quelques lignes sur l'idée maîtresse de la méthode employée pour réaliser le triple but de l'Année Sociale.

Ces buts sont poursuivis de manière normale par les pouvoirs publics, par les œuvres privées, notamment les œuvres sociales de nos paroisses et de nos régions : c'est à ces organismes qu'il revient de résoudre les problèmes sociaux, et ce sont eux qui, normalement, doivent recevoir l'appui et donc le bénéfice de l'élan donné par l'année sociale.

L'année sociale n'avait pas pour but de résoudre tous les problèmes sociaux posés dans le diocèse.

Elle voulait être un cri d'alarme et un stimulant provoqué par l'Eglise elle-même afin que les consciences et les bonnes volontés soient ébranlées.

Il est donc tout normal que *l'Evêque en soit l'origine, le promoteur et l'animateur.*

Son Excellence était aidée du *Comité diocésain* qui, avec Elle, se chargeait d'étudier les questions qui se posaient, de susciter et d'organiser les activités dans les divers secteurs.

Mais toutes ces activités étaient placées sous la responsabilité des Doyens : ceux-ci se sont réunis en séance plénière durant deux jours en 1951 et 1952; plusieurs fois dans le déroulement de l'année, ils se sont rencontrés sur le plan régional. Cela s'imposait. Le diocèse de Tournai se divise assez naturellement en six régions : la partie industrielle en compte trois qui correspondent à trois concentrations caractéristiques : l'une autour de Charleroi, l'autre autour de La Louvière et la dernière à l'ouest de Mons (Borinage). Au nord-ouest du pays

industriel s'étendent les plaines du pays de Tournai et celles d'Ath que, d'ordinaire, on divise en deux régions distinctes. Enfin dans le sud, les quatre doyennés de Thuin, Solre-sur-Sambre, Beaumont et Chimay forment une région assez homogène.

Ainsi Messieurs les Doyens ont-ils dû étudier certaines questions en fonction des nécessités ou des possibilités régionales.

Dans leurs contacts avec leurs curés : conférences ecclésiastiques, visites d'églises, réunions décanales de prêtres et de responsables paroissiaux d'année sociale, ils pouvaient donner l'impulsion et rappeler constamment les objectifs de l'année sociale.

Les curés, à leur tour, étaient les inspirateurs des comités paroissiaux.

Dans les institutions, c'est également en réunissant les supérieurs et supérieures que le départ était donné.

Chaque responsable d'âmes dans le diocèse savait que Monseigneur l'Evêque lui donnait mission spéciale et attendait de lui une collaboration étroite à l'œuvre qui était tâche d'Eglise.

Tâche d'Eglise, à laquelle finalement étaient intimement associés les militants laïcs chrétiens des comités paroissiaux.

Les œuvres constituées, mandatées ou approuvées, étaient elles aussi appelées à jouer leur rôle particulier et déterminé, mais elles n'avaient pas l'initiative ou la direction de l'année sociale ; elles avaient un rôle auxiliaire extrêmement précieux : apporter tout le fruit de leur expérience, de leur élan, prêter leurs hommes aussi pour la réussite de l'année sociale. Mais si les œuvres comme telles n'étaient pas à la source de l'année sociale, elles devaient être au confluent de ses efforts : le développement et l'approfondissement de la vie des œuvres était un des résultats les plus attendus. Elles devaient être les héritières de l'année sociale : de son élan et, espérons-le, de l'esprit que celle-ci a pu donner.

Il est facile dès lors de comprendre quel aura été le rôle des prêtres directeurs d'œuvres : c'était simplement le rôle du spécialiste des œuvres qui apporte aux doyens et aux curés, ou aux doyens réunis sur le plan régional, l'appoint de ses services ; ou encore le rôle de l'aumônier ou du conseiller moral qui entraîne ses dirigeants et ses militants à soutenir et à porter l'année sociale.

Aussi les grandes directions venaient-elles par communications orales ou écrites de Monseigneur l'Evêque à son clergé et à ses fidèles : on gardera longtemps le souvenir des messages épiscopaux aux réunions prosynodales, à la collégiale Sainte-Waudru le 23 décembre 1951, au liminaire du premier guide, dans les vœux de nouvel an au clergé et aux religieux en 1952, dans la pastorale de carême sur la famille et au rassemblement de Charleroi.

En outre, composés sous la direction de Son Excellence par les membres du Comité Diocésain et de Commissions spéciales, un « Gui-

de du prédicateur » et trois « Guides du Clergé et des Dirigeants paroissiaux » furent édités successivement. Ces trois dernières brochures étaient le « Bulletin des dirigeants », adapté à chacune des trois étapes de l'année sociale. Ils étaient conçus avant tout comme instrument de travail pour les comités paroissiaux.

Pour être complet, il faudrait mentionner l'aide efficace de la « Revue diocésaine de Tournai », si honorablement connue dans notre pays. A toutes les étapes de l'année sociale, elle a fait paraître de très substantiels articles ainsi que de nombreuses notes, qui, surtout sur le plan doctrinal, éclairaient les problèmes et découvraient des perspectives aux prêtres et, par eux, aux comités paroissiaux. Tout un plan avait d'ailleurs été concerté à la rédaction pour harmoniser la revue à l'effort diocésain.

Bilan provisoire.

Le lecteur est sans doute pressé de savoir comment cette expérience de pastorale a réussi. Il sera difficile de le satisfaire complètement car l'année sociale n'est pas finie. Et puis, il est impossible de dire jusqu'où des consciences ont pu être ébranlées et des intelligences éclairées, car le résultat se manifeste tant par un climat nouveau que par des faits tangibles. Et il est difficile d'apprécier un climat et de savoir quels milieux ont pu être transformés; on est réduit à des appréciations approximatives.

On ne peut cependant pas omettre de signaler que de véritables conversions ont été opérées : des chrétiens ont été saisis par le problème « des autres » et ont secoué leur égoïsme. N'y aurait-il que quelques âmes prises par la grâce, que cet effort considérable en eût valu la peine !

Sans avoir été jusqu'à la conversion, de nombreuses âmes ont été troublées et inquiétées par les questions soulevées et cherchent encore leur voie. Pour elles, jusqu'ici au moins, l'expérience aura été salutaire.

Mais qu'il y ait eu un certain nombre de personnes irritées et mécontentes, cela n'étonnera pas; que l'une ou l'autre se soit repliée sur soi, c'est possible. Malgré tout, nous pensons qu'un « bougonnement » sourd peut être le signe du réveil d'une conscience, si pénible soit-il; et qu'en tout cas il reste relativement meilleur que le « froid égoïsme » dénoncé si souvent par les Papes.

Rien de pire pour l'équilibre social que ce froid silence de l'égoïsme jouisseur : il appelle la froide détermination de vengeance des opprimés. Nous ne regrettons pas une certaine « chaleur » des relations humaines.

Passons à du plus précis et essayons de dégager quelques éléments qui permettent d'apprécier l'année sociale à ses fruits actuels se nouant à peine.

Ce sera d'abord un tableau des réalités sociales qui ont affleuré à la conscience claire des chrétiens, et qui ont des chances d'être impulsives dans le domaine des réalisations.

Réalités sociales du Hainaut d'aujourd'hui.

Le mot « tableau » est trop optimiste : nous devrions plutôt dire esquisse, élaborée sur les quelque deux cents enquêtes paroissiales dépouillées au 1er juillet 1952.

Commençons par les *régions rurales.*

Si l'on considère l'état social de nos campagnes, ce qui frappe partout, c'est l'importance numérique des *salariés* — ouvriers et employés —, qui ne cesse d'augmenter. Par contre l'*artisanat* est en constante régression; ceux qui en viennent, passent au monde salarié surtout.

Les agriculteurs résident surtout près de leur terre; cet isolement accentue la solitude morale dans laquelle ils demeurent. Le groupe des ouvriers a gardé vis-à-vis des fermiers, à tort ou à raison, des sentiments d'hostilité, dus aux circonstances de guerre. Sinon, en général, les rapports *individuels* sont souvent bons; une certaine solidarité anime ceux que des intérêts de groupe réunissent; mais en général, il y a plutôt indifférence et absence d'intérêt d'un groupe à l'autre.

Le standing de vie, presque partout, s'est beaucoup modifié en ces dernières décades : transformations de l'équipement ménager, amélioration des transports et du vêtement, facilité pour les loisirs (cinéma et sport). La vie reste précaire pour les frontaliers, les non-qualifiés, les chômeurs, les pensionnés, les petits commerçants et les petits agriculteurs.

Partout on note la diminution du nombre des cafés et de la « vie de café », le dimanche. La culture humaine ne suit pas le rythme du progrès matériel.

Les misères sociales : des « taudis » ou logements insuffisants sont encore signalés dans de vieux bourgs importants ou dans les communes rurales plus proches des régions industrielles. Beaucoup de jeunes ménages logent chez leurs parents.

Le chômage atteint durement certaines régions. La crise de l'artisanat, le recul de l'industrie locale, le développement des grosses exploitations agricoles (en certains endroits) amènent l'exode rural quotidien vers les régions industrielles, puis l'exode définitif.

Il n'est pas rare de trouver des villages qui, en 50 ans, ont perdu un tiers de leurs habitants : les mêmes causes posent le très grave problème du travail pour les jeunes gens.

La pauvreté affecte plutôt le milieu ouvrier et surtout quand il y a inconduite ou manque de formation de la ménagère.

La mentalité sociale a été analysée elle aussi. Il existe chez les ruraux une conscience diffuse, plus ou moins éclairée, de faire partie d'un groupe social distinct; cela se marque par la solidarité affirmée soit dans la défense d'intérêts, ou lors de positions prises vis-à-vis de la sécurité sociale. La séparation des groupes, d'autre part, semble être assez constante; il y a manque de compréhension et d'effort pour se comprendre et s'aimer.

Les fermiers ne se rendent pas compte des difficultés du travail d'usine : ils ont des préventions contre l'action ouvrière et le progrès social en général; ils se plaindront cependant que la société ne les aide pas assez. Ils savent, par contre, s'entr'aider dans les coups durs.

Les commerçants sont souvent adversaires du fisc et de la sécurité sociale; les plus aisés craignent les abus démagogiques que la doctrine sociale de l'Eglise pourrait, elle-même, susciter. Quelques groupes de commerçants existent à objectifs très limités.

Chez les ouvriers, il y a plus d'esprit de solidarité sans cependant le souci constant du bien général; et souvent on constate le manque d'esprit d'économie et de formation ménagère.

Quant à l'influence exercée sur les milieux sociaux, on croit pouvoir ainsi la saisir : les doctrines du libéralisme économique imprègnent encore fortement tous les milieux; l'influence du marxisme est importante dans le monde ouvrier, qui ne s'y rallie pas nécessairement comme à une doctrine explicite.

La doctrine sociale de l'Eglise a une influence sur les meilleurs.

L'influence des *organisations socialistes* est importante dans le monde ouvrier, mais sans être toujours profonde, surtout au point de vue éducation.

On constate même une certaine défiance vis-à-vis du syndicalisme comme tel, dont on soupçonne la connivence politique et dont on pense qu'il poursuit des buts différents des intérêts ouvriers.

En certains endroits plus qu'en d'autres, — dans les fiefs socialistes, — la population s'accommode à son totalitarisme.

Dans les régions industrielles et le milieu citadin, d'autre part, *l'état social* se présente de cette manière :

Hors des villes enserrées par une agglomération très peuplée, il reste encore *quelques fermiers* : ils sont l'infime minorité : 3 % dans la banlieue-ouest de Charleroi; moins encore en plein Borinage et au cœur du Centre. Ils sont plus nombreux dans les régions de Carrières, au nord du Centre et partout en bordure des bassins industriels, sans dépasser 5 % de la population. Aux abords des grandes villes, un certain nombre de gens relevés dans la catégorie des agriculteurs sont des maraîchers et des laitiers.

Dans les villes et les petites villes, les indépendants (nous dénommons ainsi selon les conventions du premier guide de l'année so-

ciale : les industriels, les professions libérales, les fonctionnaires et employés de haut grade, le gros commerce) atteignent jusqu'à 5 ou 6 % de la population; dans les banlieues industrielles, ceux-ci sont beaucoup moins nombreux; on y trouve peu d'intellectuels, de chefs ou de personnes exerçant des professions libérales : ils ont rejoint les villes ou les abords des villes où sont bâties leurs villas.

Partout l'artisanat est en régression; les commerçants restent nombreux, mais très mouvants à la frange, parmi les plus petits; la tentation du salariat et de la sécurité sociale, voire du travail noir, est pressante. Partout ils atteignent plus de 10 % de la population et vont jusqu'à 25 %; si l'on tient compte des salariés qui possèdent un commerce, la proportion devrait encore monter.

La population *salariée*, employés subalternes et ouvriers, est de loin la plus importante en nos régions industrielles. Il faut y ajouter, car ils forment un tout avec les salariés, les pensionnés et les chômeurs. Très fréquemment, ils atteignent 80 % de la population et parfois même au delà, notamment dans les communes qui ceinturent des villes ou des centres plus importants et auxquels ils sont reliés par tramways ou autobus.

On souligne que dans cette masse, outre les employés, se distingue, — par l'habitat, le standing, la qualification de la profession, — un milieu ouvrier plus évolué qui navigue sans contact étroit avec un prolétariat beaucoup moins évolué; en maint endroit, on signale que le nombre des manœuvres augmente et que diminue le nombre des qualifiés.

Le vieillissement de cette population et la précoce incapacité de travail des ouvriers mineurs et des hommes de métiers dangereux entraînent une multiplication considérable des pensionnés qui, mise en regard du nombre des jeunes et des naissances, constitue un problème inquiétant [4].

Cette population salariée s'augmente, dans nos régions industrielles, d'une population étrangère atteignant 10 à 30 % de la population totale de nos communes. C'est une des plus graves questions sociales que nous ayons à envisager.

Le *standing de vie* de toutes les catégories est différent sans doute, mais, dit-on, en amélioration; on souligne assez nettement cependant que beaucoup de budgets de salariés sont des prodiges d'équilibre que le moindre événement inattendu jette par terre.

---

4. *Le Hainaut économique*, revue trimestrielle, publie dans son numéro 1 de mars 1952, p. 43, des données précises qui confirment les observations faites par nos comités paroissiaux.

Voici, par exemple, un tableau comparatif entre 1910 et 1947 montrant la composition de la population par groupes d'âges :

	1910	*1947*
moins de 15 ans	27,1 %	16,8 %
de 15 ans à moins de 21 ans	10,6 %	8,5 %
de 21 ans à moins de 55 ans	48,3 %	50,7 %
de 55 ans et plus	14 %	24 %

La plaie des achats à crédit et plus spécialement des ventes à tempérament est particulièrement évoquée.

Y a-t-il encore *des misères d'ordre social?*

Hélas, oui; on en signale beaucoup. — En série et sans ordre, citons ces misères qui atteignent surtout le milieu des salariés : taudis des villes, des corons ouvriers; maisons ouvrières insuffisantes; manque de maisons (cas des jeunes ménages); les maladies sociales parmi lesquelles les maladies mentales; l'ignorance par manque de culture, même chez les bourgeois; la disparition de la vie de famille (travail à pauses — travail de la femme); l'absence du rythme régulier; l'immoralité... Ces misères se retrouvent plus intenses dans les milieux sous-prolétaires et chez les étrangers.

Les déplacements quotidiens sont multipliés dans les lieux où l'industrie locale disparaît; ces déplacements sont parfois considérables et provoquent de 10 à 16 heures d'absence du foyer familial.

La mentalité sociale du milieu industriel, plus qu'à la campagne, accentue les distinctions. L'on y a conscience d'appartenir à un milieu social déterminé.

Il faudrait faire une exception pour la frange du monde artisanal et commerçant vivant dans les quartiers ouvriers : celui-ci se sent « classe ouvrière ».

D'un groupe à l'autre, c'est plutôt l'isolement, l'ignorance, voire, surtout en ce qui concerne les étrangers, l'ostracisme, même parfois chez les petits enfants.

Faut-il signaler un certain sens inter-groupe chez les anciens combattants et prisonniers, ainsi que dans certaines communautés chrétiennes?

Le monde ouvrier forme bloc : il est *socialiste* dans sa très grande majorité; il est généralement sous l'influence socialiste.

L'année sociale a été l'occasion de révéler aussi dans le milieu dirigeant et dans les milieux de classes moyennes, une défiance vis-à-vis de la doctrine sociale de l'Eglise, qui n'est que le double d'une défiance vis-à-vis du monde ouvrier et de ses revendications; les influences libéralisantes se font encore sentir. D'autre part, si les difficultés économiques donnent des prétextes, il arrive qu'elles mettent en lumière des raisons sérieuses qui expliquent des appréhensions.

Partout, à des degrés divers, on sent une grande carence de formation au sens du bien commun.

On a épinglé de-ci de-là des attitudes qui dénotent un malaise dans la mentalité sociale peu ouverte ou imparfaite; on parle de *médecins* qui donneront des soins gratuits mais resteront étrangers aux idées et aux réalisations sociales; de certains *contremaîtres et porions* très peu sociaux; de *commerçants* rétifs à tout groupement; d'*agriculteurs* vivant trop isolément; d'*ouvriers* perdant l'esprit syndicaliste, mutualiste et dont la solidarité n'est parfois qu'émotive.

Il y aurait à signaler, quant aux influences exercées sur ces milieux, l'attachement au marxisme dans une élite intellectuelle : des avocats, des professeurs d'Athénée, des militants ouvriers.

Avoir saisi ces problèmes, n'est-ce pas déjà un résultat sérieux?

Ils les ont mieux compris, ces militants chrétiens qui ont travaillé ensemble aux activités de l'année sociale, ces chrétiens de la J.O.C. et de l'A.P.I.C., qui, le dimanche 26 octobre, se sont rencontrés pour examiner ensemble les questions posées par l'entrée des jeunes au travail [5].

Mais il y a mieux; et déjà, plus que de simples promesses, des réalisations sont en route.

Les paroisses, modestement ou audacieusement, auront toutes leur initiative : en fait de réalisation immédiate, il semble que les efforts se polarisent surtout sur quelques douloureux problèmes : celui des vieillards, celui des étrangers, celui des taudis et logements insuffisants : l'attention paraît aussi attirée assez vivement sur la nécessité urgente d'œuvres de jeunesse vivantes, d'équipes populaires, de syndicats ouvriers et agricoles à la campagne, d'organisation de la classe moyenne.

En ce moment chacun met sur pied son édifice.

Tel ce village de 2.000 habitants, en région rurale, qui, frappé d'avoir découvert 185 vieillards de plus de 70 ans, veut connaître mieux ces vieux et vieilles, leurs besoins matériels et spirituels et, du coup, entreprend une action en leur faveur. Les projets sont multiples : aide aux vieux nécessiteux, fêtes en l'honneur de tous, cadeaux pour tous afin de manifester la sympathie et le respect de la paroisse pour ses anciens, ouverture d'un home.

Trait caractéristique d'année sociale : la mise en œuvre du projet est confiée à un groupe de dévoués, chargés de se faire aider par la Ligue Ouvrière Féminine Chrétienne et la Conférence de Saint Vincent de Paul.

Ailleurs, à X..., on imagine un fonds d'aide et de soutien social, par exemple pour accélérer le lancement de petits ateliers ou la construction de maisons.

---

5. Nous recommandons vivement aux lecteurs la brochure publiée par l'A.P.I.C., sous le titre « Problèmes de la Jeunesse Ouvrière »; elle est un compte rendu fidèle et détaillé de cette Journée Sociale de Mons. On y trouvera *in extenso* le texte des trois importants rapports qui furent présentés à cette occasion : celui de M. G. Bruneel, délégué de la J.O.C., sur les « Problèmes de la Jeunesse Ouvrière : accueil, formation, orientation professionnelle »; de M^elle^ Pirard, déléguée de la J.O.C.F., sur les « Problèmes industriels de la Jeunesse Ouvrière Féminine » et enfin celui du comte Hervé d'Oultremont, vice-président de l'A.P.I.C. régionale de Charleroi, sur « Le Patronat Catholique devant les Problèmes de la Jeunesse au Travail ». L'émouvant discours de M. L. Bekaert, président de la Fédération des Patrons Catholiques, et celui de Son Exc. Mgr Himmer, qui dégagea les conclusions de cette journée, ne manqueront pas de retenir l'attention.

On peut se procurer cette brochure au siège de l'A.P.I.C., 17 rue du Gouvernement Provisoire, Bruxelles (C.C.P. 1413.58), pour la somme de 20 francs.

Dans un autre endroit, à F..., on étudie avec soin le moyen d'intégrer à la famille paroissiale les ouvriers et familles italiennes composant 30 % de la population.

Le petit village de H... essaye de résoudre la question du logement pour cinq familles mal logées.

Un petit bourg pense sérieusement au problème de l'assèchement des marais.

Une ville ouvre un secrétariat social qui est l'œuvre de tous les mouvements chrétiens de milieux sociaux différents, et qui sera la plaque tournante pour les cas présentés à sa sollicitude.

Des étudiants font une expérience d'aide et de soutien dans un village pauvre et déchristianisé.

Et tandis que sur le plan local s'élaborent des projets de toute nature, sur un plan plus large, les Œuvres se préparent à soutenir l'effort de tous, des œuvres d'Action catholique et d'Action sociale réfléchissant au moyen de soutenir les nouvelles sections qui vont naître en beaucoup d'endroits. Ce sera sans doute le meilleur fruit de l'année sociale. Et sur le plan diocésain germent des idées, qui, espérons-le, verront le jour et animeront des initiatives privées par leur retentissement.

Conclusions.

Il est trop tôt pour juger l'année sociale. Ce n'est qu'avec le recul du temps qu'on pourra, devant les réalisations, estimer sa réelle influence dans l'orientation des esprits et des cœurs.

Il est cependant permis de penser que dans les milieux restés chrétiens elle a eu un effet salutaire : elle a éveillé la conscience chrétienne et mieux elle a redonné à beaucoup un espoir et un élan nouveaux. Puisse l'avenir confirmer ces résultats actuels, et même en élargir et en approfondir encore les bienfaits !

6 janvier 1953.

Chan. D. Joos,
Directeur général des œuvres du diocèse de Tournai.